

Les organisations patronales au service d'un changement de régime.

L'économie sociale et solidaire à la croisée des chemins.

La tentation d'un modèle autoritaire à la chinoise fait son chemin dans l'esprit des organisations patronales, et ce d'autant que leur représentativité est de plus en plus contestée par leurs bases.

Le communiqué du 25 mai signé par toutes les organisations patronales y compris l'UDES (union des employeurs de l'économie sociale et solidaire) l'illustre bien : http://www.udes.fr/sites/default/files/public/fichiers_attaches/15_communique_de_presse_commun_op_contre_les_blocages.pdf

Au delà des enjeux de la loi travail, le contenu de ce communiqué exprime un projet de société qui considère le travail humain comme une charge et l'organisation autonome des travailleurs, comme une menace pour l'économie.

En érigeant toutes les entreprises comme un bien commun en soi, quelles que soient leurs pratiques fiscales, sociales et environnementales, ce communiqué justifie que toute personne contestant le mode d'organisation ou la finalité de son travail soit dorénavant considérée comme suspecte.

En appelant à brider le débat social et l'expression publique sur la question des droits du travail, ces organisations patronales attisent les tensions et choisissent la pente de la violence politique plutôt que le chemin du compromis constructif qui respecte tous les points de vue.

La signature de l'UDES à ce communiqué marque un point de rupture. Rupture avec le monde du travail et des métiers et donc en rupture avec le projet de démocratie économique que porte l'économie sociale et solidaire. Cette organisation place ainsi son engagement dans la lignée de l'offensive idéologique d'un social business qui repose sur la marchandisation de la pauvreté et la déconstruction de l'État social.

Par ce communiqué, dans ce contexte, aujourd'hui, tous les employeurs de coopératives, d'associations et de mutuelles se retrouvent à la croisée des chemins, appelés à prendre leurs responsabilités en précisant dorénavant la nature du projet de société qu'ils portent.

En tant qu'organisation professionnelle, Minga prend acte du fait que c'est le travail humain qui est la base de toute économie. Nous soutenons que le respect de l'ensemble des travailleurs (salariés ou non, avec ou sans emploi) fonde l'articulation entre développement économique et progrès démocratique.

Le 30 juin 2016



minga@minga.net / www.minga.net